

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 25 februari 1997.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE
De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,
L. MARTENS

TRADUCTION

F. 97 — 722

[S - C - 97/35424]

25 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté ministériel du 30 janvier 1967 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres ou services d'orientation professionnelle spécialisée

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, notamment l'article 3, sixième alinéa;
Vu le décret du 27 juin 1990 portant création d'un "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van personen met een Handicap" (Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées), notamment les articles 53 et 74;
Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 80, deuxième alinéa;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 1967 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres ou services d'orientation professionnelle spécialisée, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 7 mars 1990, 4 novembre 1992 et 19 septembre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'urgence de définir clairement le subside supplémentaire des centres d'orientation professionnelle spécialisée en vue du parcours d'insertion des personnes handicapées;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 22bis, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1967 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres ou services d'orientation professionnelle spécialisée, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 septembre 1996, est ajouté un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« Le subside visé au premier alinéa couvre les coûts salariaux du membre du personnel visé par le § 2 et s'élève à 1 736 129 francs à partir du 1^{er} mai 1996. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1996.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 février 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE
Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 723

[C - 97/27187]

6 MARS 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7^o;

Vu le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, notamment les articles 5, 9, 10, alinéas 3 et 4, 11, 13, alinéa 5, et 14;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 octobre 1996;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 25 octobre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 janvier 1997;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le décret : le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;
- 2° le centre : le centre régional pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;
- 3° le Ministre : le Ministre ayant la politique d'accueil et d'intégration des immigrés dans ses attributions;
- 4° l'administration : la Division de l'Action sociale et des Immigrés de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Les centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère*

Art. 3. Le ressort des centres visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret est le suivant :

- 1° centre de Charleroi : les communes de Aiseau-Presles, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Les Bons Villers, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles;
- 2° centre de La Louvière : les communes d'Anderlues, Binche, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Enghien, Estinnes, La Louvière, Lessines, Le Rœulx, Manage, Morlanwelz, Seneffe, Silly, Soignies;
- 3° centre de Liège : les communes d'Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blégny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé;
- 4° centre de Mons : les communes de Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Mons, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain;
- 5° centre de Namur : les communes de la province de Namur;
- 6° centre de Verviers : les communes d'Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmédy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

Les communes limitrophes du ressort d'un autre centre que celui auquel elles sont rattachées peuvent participer à des activités organisées par cet autre centre.

Art. 4. Les zones d'action prioritaire sont celles figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 5. Le Ministre peut agréer un centre à Tubize, en vertu de l'article 5, alinéa 2, du décret, dont le ressort est le territoire de l'arrondissement de Nivelles.

Art. 6. Outre les éléments visés à l'article 9 du décret, le dossier de demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément comprend :

- 1° le règlement d'ordre intérieur;
- 2° le budget, les comptes et le bilan;
- 3° la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande d'agrément ou de renouvellement de celui-ci;
- 4° les copies des diplômes, la qualification et le curriculum vitae des membres du personnel ainsi que la mention de leur statut;
- 5° une délibération du conseil d'administration établissant les modalités de mise en œuvre des missions du centre;
- 6° une délibération du conseil d'administration établissant les modalités de mise en place des organes de gestion et d'administration du centre.

Le dossier est adressé au Ministre par lettre recommandée à la poste.

Art. 7. Le renouvellement de l'agrément doit être demandé six mois au plus et trois mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément ou de renouvellement de celui-ci dans les trois mois de la réception du dossier complet tel que défini à l'article 9 du décret et à l'article 6.

Si la demande d'agrément ou de renouvellement de celui-ci n'est pas accompagnée des documents visés à l'article 9 du décret et à l'article 6, le demandeur en est avisé par l'administration dans le mois.

Art. 8. L'arrêté d'agrément précise la durée et la date de prise d'effet de l'agrément.

Art. 9. Le retrait d'agrément est décidé par le Ministre après avis du comité d'accompagnement visé à l'article 14 lorsqu'il est constaté que le centre ne respecte pas les dispositions du décret ou celles prises en vertu de celui-ci, ou lorsque le Centre ne remplit pas de manière suffisante les missions qui lui sont dévolues.

Le retrait d'agrément doit être précédé d'un avertissement envoyé par lettre recommandée à la poste. Cet avertissement mentionne les griefs formulés et donne au centre un délai de quinze jours pour transmettre un mémoire en réponse.

Art. 10. Le Gouvernement statue sur le recours introduit contre une décision de refus, de non-renouvellement ou de retrait de l'agrément.

Le recours est introduit auprès du Ministre, par lettre recommandée à la poste, dans les deux mois de la notification de la décision querrellée.

Le Ministre soumet le recours au Gouvernement dans le mois de sa réception.

Le Gouvernement statue sur le recours dans les trois mois de sa réception.

Art. 11. Les décisions du Ministre ou du Gouvernement visées aux articles 7, 9 et 10 sont notifiées immédiatement au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 12. La personne chargée de la gestion journalière doit disposer au moins d'une expérience utile de cinq ans et :

- soit d'un diplôme donnant accès au niveau 1 dans les services du Gouvernement;
- soit d'un diplôme donnant accès au niveau 2+ dans les mêmes services.

L'expérience utile comprend l'expérience professionnelle et la participation active et régulière à toute activité liée à la problématique de l'intégration sociale et culturelle.

L'expérience professionnelle doit être au minimum d'un an pour les titulaires d'un diplôme donnant accès au niveau 1 et de trois ans pour les titulaires d'un diplôme donnant accès au niveau 2+.

Les dépenses de personnel ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention que si elles n'ont pas les échelles barémiques précisées ci-après et annexées au présent arrêté.

L'échelle de traitement prise en compte pour le responsable de la gestion journalière titulaire d'un diplôme universitaire est l'échelle A6 et pour le titulaire d'un diplôme de gradué, l'échelle attribuée au gradué conformément à l'annexe au présent arrêté.

Pour le secrétaire, l'échelle C3 ou D3 est prise en compte selon que la personne dispose d'un diplôme donnant accès au niveau 2 dans les services du Gouvernement ou d'un diplôme donnant accès au niveau 3 dans les mêmes services.

Art. 13. Pour le calcul de la subvention relative à la rétribution du responsable de la gestion journalière, et du secrétaire à mi-temps visées à l'article 13, alinéa 1^{er}, 1^o, et alinéa 2, 1^o, du décret, l'ancienneté pécuniaire est prise en compte selon les règles suivantes :

1^o sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs et pouvant être considérés comme expérience professionnelle utile que le personnel a antérieurement accomplis auprès des services publics, des services agréés ou subventionnés par la Région wallonne, la Communauté française ou l'Etat fédéral. Le Ministre peut également admettre les services effectifs accomplis auprès des services agréés ou subventionnés par d'autres autorités publiques;

2^o les services effectifs visés au 1^o, comportant des prestations incomplètes ne sont valorisés qu'à concurrence de la durée proportionnelle d'une charge de travail à temps plein que ces services représentent au moment où ils sont prestés;

3^o les services admissibles qui couvrent des fractions de mois sont totalisés en fin d'année. Les fractions de mois totalisant des périodes de trente jours sont valorisées dans l'ancienneté pécuniaire, à concurrence d'un mois par période de trente jours;

4^o les anciennetés sont prises en considération sur la base de la production de documents certifiés exacts reprenant notamment le nom et la date de naissance de l'employé, le nom des employeurs, l'objet du service et la nature de l'emploi, le statut, le nombre d'heures de prestations et le régime horaire.

Les documents sont produits par le centre au plus tard dans le mois qui suit l'engagement de la personne.

Les services effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, sont ceux qui sont considérés comme tels pour les fonctionnaires de la Région.

Le Ministre apprécie après avis du comité d'accompagnement si les services visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, peuvent être considérés, dans le chef de l'intéressé, comme expérience professionnelle utile.

Lorsque le personnel du centre visé à l'article 13, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret est mis à la disposition du centre par un pouvoir public, la pièce justifiant les subventions est constituée de la déclaration de créance émanant du pouvoir public concerné, de la copie des fiches de salaire de l'agent concerné et de la copie de la convention de mise à disposition passée entre le pouvoir public et le centre.

Art. 14. A l'exception des subventions visées à l'article 13, alinéa 3, du décret, les autres subventions sont versées trimestriellement et anticipativement.

Art. 15. Les centres transmettent à l'administration :

1^o pour le 30 novembre, le programme d'activités relatif à l'année civile suivante;

2^o pour le 31 mars, le rapport d'activités relatif à l'année civile écoulée et leurs comptes et bilan arrêtés au 31 décembre, ainsi que la copie des pièces justificatives de l'utilisation des subsides alloués.

A défaut de transmission pour la date indiquée, le versement trimestriel des subventions peut être suspendu.

Art. 16. Les centres sont tenus de conserver durant cinq années au moins tous les documents comptables attestant de leurs recettes et de leurs dépenses.

CHAPITRE III. -- *Le Comité d'accompagnement*

Art. 17. Le comité d'accompagnement est composé de :

1^o quatre représentants du Gouvernement;

2^o deux représentants de l'administration.

Art. 18. Le Gouvernement désigne le président du comité. En cas d'absence, le président désigne le membre qui le remplace.

Le secrétariat du comité est assuré par un fonctionnaire de l'administration désigné par le Gouvernement.

Art. 19. Le comité se réunit aussi souvent que nécessaire et en tout cas au moins deux fois par an. Le président fixe l'ordre du jour et adresse les convocations.

L'administration transmet au comité les rapports d'activités des centres ainsi que toutes les informations utiles à l'accomplissement de ses missions.

Le comité organise ses travaux sur la base d'un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Ministre. Toutefois, le Gouvernement ou le Ministre peuvent le saisir à tout moment d'une demande d'avis. Celle-ci est alors traitée prioritairement et dans le délai fixé.

Art. 20. Le comité siège valablement lorsque quatre de ses membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, une autre réunion est fixée dans les quinze jours. Le comité siège alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 21. Le comité fonctionne de manière consensuelle. Toutefois, lorsque le consensus ne peut être atteint, un vote a lieu à main levée.

Lorsqu'il y a vote, deux membres au moins peuvent demander qu'un avis de minorité soit joint à la décision.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 22. Pour les années 1997 et 1998, dans chaque ressort des centres visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret, le Ministre peut poursuivre le subventionnement d'une association ou d'un pouvoir public exerçant tout ou partie des missions visées à l'article 6 du décret lorsqu'un centre n'y est pas agréé.

Art. 23. Le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 mars 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe 1

Les zones d'action prioritaire visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère sont fixées comme suit :

- Zone 9 : Charleroi : — Couillet "Village";
— Montignies-sur-Sambre "Roctiau";
— Charleroi Nord.
- Zone 10 : Charleroi : — Marchienne-au-Pont "Quartier la Docherie" et Marchienne-au-Pont (Etat);
— Dampremy;
— Monceau-sur-Sambre.
- Zone 12 : Liège : — "Quartier de Droixhe";
— "Quartier des Venues".
- Zone 13 : Liège : Quartiers de "Glain", "Sainte-Marguerite", "Burenville".
- Zone 14 : Liège : Quartiers "Sainte-Walburge" et "Saint-Léonard".
- Zone 17 : Châtelet, Farciennes, Fleurus.
- Zone 18 : Colfontaine, Quaregnon, Boussu.
- Zone 19 : Courcelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Morlanwelz.
- Zone 24 : — Herstal;
— Visé : "Cité des mineurs" à Cheratte.
- Zone 27 : La Louvière : — "Cité Bois du Luc";
— "Cité Jardin" à Saint-Vaast;
— Maurage.
- Zone 33 : Manage : — "Cité Scailmont";
— "Cité Parc de Bellecourt";
— "Cité de la Briqueterie";
— "Cité du Château d'eau".
- Zone 36 : Mons : — "Cité du Coq";
— Ghlin;
— Cuesmes : "Quartier des Tours".
- Zone 37 : Namur : Quartier des "Balances" - Quartier de "Plomcot".
- Zone 39 : Sambreville.
- Zone 40 : Seraing;
Flémalle.
- Zone 43 : Tubize : — Quartier "Les Clos de la Bruyère";
— Clabecq : Quartier "Texas".
- Zone 44 : Verviers : Quartiers de "Hodimont", "Préjavais" et "Gérard-Champs".
- Zone 48 : Ans.
- Zone 49 : Saint-Nicolas (Liège).
- Zone 50 : Aiseau-Prezles.
- Zone 51 : Fontaine-l'Évêque.
- Zone 52 : Senefve : — Cité Jardin des Trieux;
— Familleureux : Cité Pont à la Marche.
- Zone 53 : Aidenne : — Cité Gouverneur Falize;
— Cité d'Atrive à Seilles.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Namur, le 6 mars 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe 2

Barèmes (indice pivot 138.01) visés à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

	SECRETAIRE		RESPONSABLE DE LA GESTION JOURNALIERE	
	D3	C3	GRADUE	A6
1	509.990	545.922	664.107	843.229
2	515.585	556.598	712.448	868.146
3	521.180	567.274	712.448	893.053
4	526.775	577.950	733.929	917.960
5	526.775	577.950	733.929	917.960
6	534.550	588.626	755.410	956.210
7	534.550	588.626	755.410	956.210
8	542.325	602.858	860.898	994.460
9	542.325	602.858	860.898	994.460
10	550.100	631.321	882.804	1.032.710
11	550.100	631.321	897.407	1.032.710
12	557.875	659.784	919.314	1.070.960
13	557.875	659.784	919.314	1.070.960
14	565.650	684.691	941.220	1.109.210
15	565.650	684.691	941.220	1.109.210
16	576.305	709.598	963.126	1.147.460
17	576.305	709.598	1.038.585	1.147.460
18	586.960	734.505	1.060.491	1.185.710
19	586.960	734.505	1.060.491	1.185.710
20	597.615	759.412	1.082.397	1.223.960
21	597.615	759.412	1.082.397	1.223.960
22	608.270	784.319	1.104.304	1.262.210
23	608.270	784.319	1.104.304	1.262.210
24	618.925	809.226	1.126.210	1.300.460
25	618.925	809.226	1.126.210	1.300.460
26	629.580	834.133	1.148.117	1.300.460
27	629.580	834.133	1.148.117	1.300.460
28	646.329	859.040	1.170.023	1.300.460
29	646.329	859.040	1.170.023	1.300.460

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Namur, le 6 mars 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 723

(C - 97/27187)

6. MÄRZ 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 4. Juli 1996 über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission, insbesondere des Artikels 3, 7°;

Aufgrund des Dekrets vom 4. Juli 1996 über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft, insbesondere der Artikel 5, 9, 10, Absätze 3 und 4, 11, 13, Absatz 5 und 14;

Aufgrund des am 23. September 1996 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 7. Oktober 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. Oktober 1996 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 22. Januar 1997 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Aufgrund des Artikels 138 der Verfassung regelt der vorliegende Erlaß einen Bereich, der in Artikel 128, § 1 der Verfassung angeführt wird.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 4. Juli 1996 über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft;

2° Zentrum: das "Centre régional pour l'Intégration des Personnes étrangères ou d'Origine étrangère" (Regionales Zentrum für die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft);

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik der Aufnahme und der Integration der Einwanderer gehört;

4° Verwaltung: die Abteilung Soziale Maßnahmen und Einwanderer der Generaldirektion der Sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens des Ministeriums der Wallonischen Region.

KAPITEL II. — Regionale Zentren für die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft

Art. 3 - Der Zuständigkeitsbereich der in Artikel 5, Absatz 1 des Dekrets angeführten Zentren ist:

1° Zentrum Charleroi: die Gemeinden Aiseau-Presles, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Les Bons Villers, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles;

2° Zentrum La Louvière: die Gemeinden Anderlues, Binche, Braine-le-Comte, Chapelle-Lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Enghien, Estinnes, La Louvière, Lessines, Le Rœulx, Manage, Morlanwelz, Seneffe, Sily, Soignies;

3° Zentrum Lüttich: die Gemeinden Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blégny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Lüttich, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé;

4° Zentrum Mons: die Gemeinden Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Mons, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain;

5° Zentrum Namur: die Gemeinden der Provinz Namur;

6° Zentrum Verviers: die Gemeinden Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Liernoux, Limburg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Weismes, Welkenraedt.

Die Gemeinden, die dem Zuständigkeitsbereich eines anderen Zentrums, als desjenigen, von dem sie abhängen, angrenzen, dürfen an durch dieses andere Zentrum organisierten Aktionen teilnehmen.

Art. 4 - Die vorrangigen Aktionsgebiete befinden sich in der Anlage zum vorliegenden Erlaß.

Art. 5 - Kraft Artikel 5, Absatz 2 des Dekrets ist der Minister berechtigt, ein Zentrum in Tubize zuzulassen, dessen Zuständigkeitsbereich das Gebiet des Bezirks Nivelles abdeckt.

Art. 6 - Außer den in Artikel 9 des Dekrets genannten Elementen gehören zur Antrags- oder Zulassungsrenewungsakte:

1° die allgemeine Dienstordnung;

2° der Haushaltsplan, die Rechnungen und die Bilanz;

3° der Beschluß der organisierenden Gewalt zur Einreichung eines Antrags auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung;

4° die Zeugnisabschriften, die Qualifikation und der Lebenslauf der Personalangehörigen sowie die Erwähnung ihres Statuts.

5° ein Beschluß des Verwaltungsrates, in dem die Modalitäten zur Durchführung der Aufgaben des Zentrums festgestellt werden;

6° ein Beschluß des Verwaltungsrates zur Einsetzung der Verwaltungs- und Führungsgremien des Zentrums.

Die Akte wird per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Minister geschickt.

Art. 7 - Die Erneuerung der Zulassung muß frühestens sechs Monate und spätestens drei Monate vor dem Ablauf der laufenden Zulassung beantragt werden.

Der Minister entscheidet über den Antrag auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung innerhalb dreier Monate nach Empfang der vollständigen Akte im Sinne von Artikel 9 des Dekrets und von Artikel 6.

Wenn der Antrag auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung nicht mit den Unterlagen im Sinne von Artikel 9 des Dekrets und von Artikel 6 versehen wird, setzt die Verwaltung den Antragsteller davon innerhalb des Monats in Kenntnis.

Art. 8 - Der Zulassungserlaß gibt die Dauer und das Datum an, an dem die Zulassung wirksam wird.

Art. 9 - Der Entzug der Zulassung wird vom Minister nach Stellungnahme des Begleitausschusses im Sinne von Artikel 14 beschlossen, wenn festgestellt wird, daß das Zentrum die Bestimmungen des Dekrets oder die aufgrund dieses getroffenen Maßnahmen nicht einhält, oder wenn das Zentrum die ihm anvertrauten Aufgaben nicht befriedigend erfüllt.

Vor dem Entzug der Zulassung muß eine Mahnung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief geschickt werden. Diese Mahnung erwähnt die vorgebrachten Beschwerden und gibt dem Zentrum eine Frist von vierzehn Tagen, um einen Erwidierungsschriftsatz zu schicken.

Art. 10 - Die Regierung entscheidet über den Einspruch, der gegen einen Beschluß zur Ablehnung, zur Verweigerung der Erneuerung oder zum Entzug der Zulassung eingereicht wird.

Der Einspruch wird beim Minister per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb zweier Monate nach der Zustellung des gestrittenen Bescheids eingelegt.

Der Minister unterbreitet der Regierung den Einspruch innerhalb des Monats nach seinem Eingang.

Die Regierung entscheidet über den Einspruch innerhalb dreier Monate nach seinem Eingang.

Art. 11 - Die Entscheidungen des Ministers oder der Regierung im Sinne von Artikeln 7, 9 und 10 werden dem Antragsteller unverzüglich per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt.

Art. 12 - Die mit der täglichen Verwaltung beauftragte Person muß über eine nützliche Erfahrung von mindestens fünf Jahren sowie über ein Diplom verfügen, das:

- entweder den Zugang zur Stufe 1 der Dienststellen der Region;
- oder den Zugang zur Stufe 2+ dieser Dienststellen verleiht.

Die nützliche Erfahrung entspricht der Berufserfahrung und der aktiven und regelmäßigen Teilnahme an jeder Tätigkeit, die mit der Problematik der sozialen und kulturellen Integration verbunden ist.

Die Berufserfahrung muß von einer Dauer von mindestens einem Jahr sein für die Inhaber eines Diploms, das den Zugang zur Stufe 1 verleiht bzw. von einer Dauer von drei Jahren für die Inhaber eines Diploms, das den Zugang zur Stufe 2+ verleiht.

Die Personalausgaben werden für die Berechnung des Zuschusses nur dann berücksichtigt, wenn sie die nachstehend angegebenen und dem vorliegenden Erlaß beigefügten Gehaltsstufen nicht übersteigen.

Die Lohnskala, die für den Verantwortlichen der täglichen Verwaltung berücksichtigt wird, ist die Skala A6 für den Inhaber eines Universitätsdiploms bzw. die gemäß der Anlage zum vorliegenden Erlaß für Graduierte bestimmte Skala für den Inhaber eines Graduiertendiploms.

Für den Sekretär wird entweder die Skala C3 oder D3 berücksichtigt, je nachdem die Person über ein Diplom verfügt, das den Zugang zur Stufe 2 oder zur Stufe 3 der Dienststellen der Regierung verleiht.

Art. 13 - Für die Berechnung des Zuschusses bezüglich der Gehälter der für die tägliche Verwaltung verantwortlichen Person und des halbtags beschäftigten Sekretärs im Sinne von Artikel 13, Absatz 1, 1°, und Absatz 2, 1° des Dekrets wird die geldliche Dienstalterstufe gemäß den folgenden Regeln berücksichtigt:

1° die effektiven und als nützliche Berufserfahrung vertretbaren Leistungen, die das Personal vorher in öffentlichen Dienststellen oder in von der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft oder dem Föderalstaat zugelassenen oder bezuschußten Dienststellen erbracht hat, sind für die Gewährung der besonderen Erhöhungen zulässig.

Der Minister ist ebenfalls berechtigt, die effektiven Dienstleistungen, die in von anderen öffentlichen Behörden zugelassenen oder bezuschußten Dienststellen erbracht worden sind, zu akzeptieren;

2° wenn die unter 1° gemeinten effektiven Leistungen teilweise erbracht worden sind, gelten sie nur für die proportionale Dauer, der diese Leistungen zum Zeitpunkt, wo sie erbracht wurden, im Verhältnis zu einer Vollzeitarbeitslast entsprechen;

3° die zulässigen Leistungen, die unvollständige Monate decken, werden am Jahresende zusammengezählt. Für das geldliche Dienstalter werden die so zusammengezählten Arbeitszeiten, die Perioden von dreißig Tagen erreichen, jeweils pro Periode von dreißig Tagen als vollständige Monate berücksichtigt;

4° die Dienstalter werden nur nach der Vorlage von beglaubigten Unterlagen berücksichtigt, die unter anderem den Namen und das Geburtsdatum des Arbeitnehmers, den Namen der Arbeitgeber, die dienstliche Aufgabe und die Art der Beschäftigung, das Statut, die Stundenzahl der Dienstleistungen und die Arbeitszeitordnung angeben.

Die Unterlagen werden vom Zentrum spätestens innerhalb des Monats, nachdem die Person eingestellt worden ist, vorgelegt.

Die in Absatz 1, 1° erwähnten effektiven Dienstleistungen sind diejenigen, die als solche für die Beamten der Region berücksichtigt werden.

Nach Stellungnahme des Begleitausschusses beurteilt der Minister, ob die in Absatz 1, 1° erwähnten Dienstleistungen, was den Betroffenen angeht, als nützliche Berufserfahrung betrachtet werden können.

Wenn das in Artikel 13, Absatz 1, 1° des Dekrets erwähnte Personalmitglied durch eine öffentliche Behörde dem Zentrum zur Verfügung gestellt wird, bestehen die Dokumente zur Begründung der Zuschüsse aus der Forderungsanmeldung von der betroffenen öffentlichen Behörde, aus der Abschrift der Lohnscheine des betroffenen Bediensteten und aus der Abschrift des zwischen der öffentlichen Behörde und dem Zentrum abgeschlossenen Zuverfügungstellungsabkommens.

Art. 14 - Mit Ausnahme der in Artikel 13, Absatz 3 des Dekrets genannten Zuschüsse werden die anderen Zuschüsse alle drei Monate im voraus gezahlt.

Art. 15 - Die Zentren übermitteln der Verwaltung:

1° spätestens am 30. November das Tätigkeitsprogramm für das folgende Kalenderjahr;

2° spätestens am 31. März den Tätigkeitsbericht über das verflossene Kalenderjahr, den Stand der am 31. Dezember abgeschlossenen Bilanz und Rechnungen sowie die Abschrift der Belege, die die Anwendung der bewilligten Zuschüsse nachweisen.

Mangels Übermittlung am angegebenen Datum kann die Vierteljahreszahlung der Zuschüsse ausgesetzt werden.

Art. 16 - Die Zentren müssen alle Belege zur Bestätigung ihrer Einnahmen und ihrer Ausgaben während mindestens fünf Jahren aufbewahren.

KAPITEL III. — *Der Begleitausschuß*

Art. 17 - Der Begleitausschuß besteht aus:

- 1° vier Vertretern der Regierung;
- 2° zwei Vertretern der Verwaltung.

Art. 18 - Die Regierung bezeichnet den Vorsitzenden des Ausschusses. Bei seiner Abwesenheit bezeichnet dieser das Mitglied, das ihn vertritt.

Das Sekretariat des Ausschusses wird durch einen von der Regierung bezeichneten Beamten der Verwaltung geführt.

Art. 19 - Der Ausschuß tagt so oft wie nötig und auf jeden Fall mindestens zweimal im Jahr. Der Vorsitzende leitet die Tagesordnung aus und stellt die Einberufungen zu.

Die Verwaltung übermittelt dem Ausschuß die Tätigkeitsberichte der Zentren, sowie alle notwendigen Auskünfte für die Erfüllung seiner Aufgaben.

Der Ausschuß organisiert seine Arbeiten auf der Basis der vom Minister genehmigten allgemeinen Dienstordnung. Die Regierung oder der Minister dürfen ihm jedoch einen Antrag auf Gutachten immerzu vorlegen. Dieser Antrag wird dann vorrangig und innerhalb der festgelegten Frist behandelt.

Art. 20 - Der Ausschuß tagt rechtsgültig, wenn vier seiner Mitglieder anwesend sind.

Wenn dieses Quorum nicht erreicht ist, wird eine andere Versammlung innerhalb vierzehn Tagen festgelegt. Der Ausschuß tagt dann rechtsgültig, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder auch sein mag.

Art. 21 - Die Beschlüsse des Ausschusses werden einstimmig gefaßt. Wenn die Einstimmigkeit jedoch nicht erreicht werden kann, findet die Abstimmung durch Handaufheben statt.

Im Falle einer Abstimmung dürfen mindestens zwei Mitglieder verlangen, daß eine Minderheitsstellungnahme dem Beschluß beigefügt wird.

KAPITEL IV. — *Übergangs- und Schlußbestimmungen*

Art. 22 - Für 1997 und 1998 und in jedem Zuständigkeitsbereich der in Artikel 5, Absatz 1 des Dekrets erwähnten Zentren ist der Minister berechtigt, eine Vereinigung oder eine öffentliche Behörde, die die in Artikel 6 des Dekrets erwähnten Aufgaben ganz oder teilweise ausübt, weiter zu subventionieren, wenn dort kein zugelassenes Zentrum besteht.

Art. 23 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialen Maßnahmen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. März 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Anlage 1

Die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 4. Juli 1996 über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft erwähnten vorrangigen Aktionsgebiete werden wie folgt festgelegt:

- Gebiet 9: Charleroi: — Couillet "Village";
— Montignies-sur-Sambre "Roctiau";
— Charleroi Nord.
- Gebiet 10: Charleroi: — Marchienne-au-Pont "Quartier la Docherie" und Marchienne-au-Pont (Etat);
— Dampremy;
— Monceau-sur-Sambre.
- Gebiet 12: Lüttich: — "Quartier de Droixhe";
— "Quartier des Vennes".
- Gebiet 13: Lüttich: Viertel "Glain", "Sainte-Marguerite", "Burenville".
- Gebiet 14: Lüttich: Viertel "Sainte-Walburge" und "Saint-Léonard".
- Gebiet 17: Châtelet, Farciennes, Fleurus.
- Gebiet 18: Colfontaine, Quaregnon, Boussu.
- Gebiet 19: Courcelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Morlanwelz.
- Gebiet 24: — Herstal;
— Visé: "Cité des mineurs" in Cheratte.
- Gebiet 27: La Louvière: — "Cité Bois du Luc";
— "Cité Jardin" in Saint-Vaast;
— Maurage.
- Gebiet 33: Manage: — "Cité Scailmont";
— "Cité Parc de Bellecourt";
— "Cité de la Briqueterie";
— "Cité du Château d'eau".
- Gebiet 36: Mons: — "Cité du Coq";
— Ghlin;
— Cuesmes: "Quartier des Tours".
- Gebiet 37: Namur: Viertel "Balances" - "Plomcot".

Gebiet 39: Sambreville.

Gebiet 40: — Seraing;
— Flémalle.

Gebiet 43: Tubize: — Viertel "Les Clos de la Bruyère";
— Clabecq: Viertel "Texas".

Gebiet 44: Verviers: Viertel "Hodimont", "Préjavais" und "Gérard-Champs".

Gebiet 48: Ans.

Gebiet 49: Saint-Nicolas (Lüttich).

Gebiet 50: Aiseau-Prezles.

Gebiet 51: Fontaine-l'Évêque.

Gebiet 52: Senefve: — "Cité Jardin des Trieux";
— Familleureux: "Cité Pont in La Marche".

Gebiet 53: Andenne: — "Cité Gouverneur Falize",
— "Cité d'Atrive" in Seilles.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 4. Juli 1996 über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft beigefügt zu werden.

Namur, den 6. März 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Anlage 2

Lohtabellen (Leitindex 138.01), die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 4. Juli 1996 über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft erwähnt sind

	SEKRETAR		VERANTWORTLICHER DER TAGLICHER VERWALTUNG	
	D3	C3	Graduierter	A6
1	509.990	545.922	664.107	843.239
2	515.585	556.598	712.448	868.146
3	521.180	567.274	712.448	893.053
4	526.775	577.950	733.929	917.960
5	526.775	577.950	733.929	917.960
6	534.550	588.626	755.410	956.210
7	534.550	588.626	755.410	956.210
8	542.325	602.858	860.898	994.460
9	542.325	602.858	860.898	994.460
10	550.100	631.321	882.804	1.032.710
11	550.100	631.321	897.407	1.032.710
12	557.875	659.784	919.314	1.070.960
13	557.875	659.784	919.314	1.070.960
14	565.650	684.691	941.220	1.109.210
15	565.650	684.691	941.220	1.109.210
16	576.305	709.598	963.126	1.147.460
17	576.305	709.598	1.038.585	1.147.460
18	586.960	734.505	1.060.491	1.185.710
19	586.960	734.505	1.060.491	1.185.710
20	597.615	759.412	1.082.397	1.223.960
21	597.615	759.412	1.082.397	1.223.960
22	608.270	784.319	1.104.304	1.262.210
23	608.270	784.319	1.104.304	1.262.210
24	618.925	809.226	1.126.210	1.300.460
25	618.925	809.226	1.126.210	1.300.460
26	629.580	834.133	1.148.117	1.300.460

	SEKRETAR		VERANTWOORTLICHER DER TAGLICHER VERWALTUNG	
27	629.580	834.133	1.148.117	1.300.460
28	646.329	859.040	1.170.023	1.300.460
29	646.329	859.040	1.170.023	1.300.460

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 4. Juli 1996 über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft beigefügt zu werden.

Namür, den 6. März 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 97 — 723

IC - 97/27187

6 MAART 1997. — Besluit van Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, inzonderheid op de artikelen 5, 9, 10, derde en vierde lid, 11, 13, vijfde lid, en 14;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 25 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 januari 1997;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

2° het centrum : gewestelijk centrum voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

3° de Minister : de Minister die belast is met het beleid voor de opvang en de integratie van immigranten;

4° het bestuur : de Afdeling Sociale Actie en Immigratie van de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — De gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

Art. 3. Hierna volgt de lijst van de gemeenten die gelegen zijn binnen de werkingssfeer van de in artikel 5, eerste lid, van het decreet bedoelde centra :

1° centrum van Charleroi : de gemeenten Aiseau-Presles, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpennes, Les Bons Villers, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles;

2° centrum van La Louvière : de gemeenten Anderlues, Binche, 's-Gravenbrakel, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Edingen, Estinnes, La Louvière, Lessen, Le Rœulx, Manage, Morlanwelz, Senefte, Opzullik, Zinnik;

3° centrum van Luik : de gemeenten Ans, Awans, Aywaille, Bitsingen, Beyne-Heusay, Blégny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet;

4° centrum van Bergen : de gemeenten Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbeke, Lens, Bergen, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain;

5° centrum van Namen : de gemeenten van de provincie Namen;

6° centrum van Verviers : de gemeenten Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Weismes, Welkenraedt.

De grensgemeenten die onder de werkingssfeer van een ander centrum vallen dan hetgeen waarvan zij afhangen, mogen deelnemen aan activiteiten die door dat andere centrum georganiseerd worden.

Art. 4. De lijst van de prioritaire actiezones wordt als bijlage 1 bij dit besluit gevoegd.

Art. 5. Krachtens artikel 5, tweede lid, van het decreet kan de Minister in Tubeke een centrum erkennen waarvan de werkingssfeer het grondgebied van het arrondissement Nijvel is.

Art. 6. Naast de in artikel 9 van het decreet bedoelde elementen bevat het dossier van de aanvraag om erkenning of om vernieuwing ervan :

1° het huishoudelijk reglement;

2° de begroting, de boekhouding en de balans;

3° het besluit van de inrichtende macht tot indiening van het verzoek om erkenning of om vernieuwing ervan;

4° een afschrift van de diploma's, de beroepsbekwaamheid, het *curriculum vitae* en het statuut van de personeelsleden;

5° een besluit van de raad van bestuur tot vaststelling van de regels voor de uitvoering van de opdrachten van het Centrum;

6° een besluit van de raad van bestuur tot vaststelling van de regels voor de oplichting van de beheers- en bestuursorganen van het Centrum.

Het dossier wordt bij aangetekende brief aan de Minister gestuurd.

Art. 7. De vernieuwing van de erkenning moet ten vroegste zes maanden en uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken ervan aangevraagd worden.

De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier over het verzoek om erkenning of om vernieuwing ervan, zoals bepaald in artikel 9 van het decreet en in artikel 6.

Als het verzoek om erkenning of om vernieuwing ervan wordt ingediend zonder de in artikel 9 van het decreet en in artikel 6 van dit besluit bedoelde documenten, wordt de aanvrager vóór het einde van de maand door het bestuur verwittigd.

Art. 8. Het besluit tot erkenning vermeldt de duur en de datum van inwerkingtreding van de erkenning.

Art. 9. Wanneer wordt vastgesteld dat het Centrum de bepalingen van het decreet of de krachtens het decreet genomen bepalingen niet in acht neemt, of wanneer het zijn opdrachten niet naar behoren uitvoert, trekt de Minister de erkenning in, na advies van het in artikel 14 bedoelde begeleidingscomité.

Vooraleer de erkenning wordt ingetrokken, wordt bij aangetekende brief een bericht toegezonden waarin de uiteengezette grieven worden vermeld. Het Centrum beschikt over een termijn van twee weken om een memorie van antwoord in te dienen.

Art. 10. De Regering spreekt zich uit over het beroep dat werd ingediend tegen een beslissing van weigering, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning.

Het beroep wordt binnen twee maanden na kennisgeving van de betwiste beslissing bij aangetekende brief aan de Minister gezonden.

De Minister onderwerpt het beroep aan de Regering binnen de maand na ontvangst ervan.

De Regering beslist over het beroep binnen drie maanden na ontvangst ervan.

Art. 11. De beslissingen van de Minister of van de Regering, waarvan sprake in de artikelen 7, 9 en 10, worden onmiddellijk bij aangetekende brief aan de verzoeker meegedeeld.

Art. 12. De persoon die belast wordt met het dagelijkse beheer moet minstens vijf jaar nuttige ervaring hebben en in het bezit zijn van :

- hetzij een diploma dat toegang verleent tot het niveau 1 binnen de diensten van de Regering;

- hetzij een diploma dat toegang verleent tot het niveau 2+ binnen dezelfde diensten.

Onder nuttige ervaring wordt verstaan de beroepservaring en de actieve en regelmatige deelname aan elke activiteit i.v.m. sociale en culturele integratie. De houders van een diploma dat toegang verleent tot het niveau 1 moeten ten minste één jaar beroepservaring hebben, de houders van een diploma dat toegang verleent tot het niveau 2+, drie jaar.

De personeelsuitgaven worden alleen in aanmerking genomen voor de berekening van de toelage als hun bedrag niet hoger is dan de bij dit besluit gevoegde weddeschalen.

De verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer die houder is van een universitair diploma komt in aanmerking voor de weddeschaal A6. Als hij houder is van een graduaat komt hij in aanmerking voor de weddeschaal die aan een gegradueerde wordt toegekend, zoals aangegeven in bijlage 2 bij dit besluit.

De secretaris komt in aanmerking voor de schaal C3 of D3 al naar gelang hij beschikt over een diploma dat toegang verleent tot het niveau 2 binnen de diensten van de Regering of over een diploma dat toegang verleent tot het niveau 3 binnen dezelfde diensten.

Art. 13. De toelage i.v.m. de bezoldiging van de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer en van de halftijdse secretaris, waarvan sprake in artikel 13, eerste lid, 1°, en tweede lid, 1°, van het decreet, wordt berekend op grond van de geldelijke anciënniteit waarvoor de volgende regels worden toegepast :

1° tussentijdse verhogingen worden verleend voor effectieve dienstverleningen die als nuttige beroepservaring beschouwd kunnen worden en die het personeel eerder heeft gepresteerd bij de openbare diensten of bij de door het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap of de Federale Staat erkende of gesubsidieerde diensten.

Effectieve dienstverleningen binnen door andere openbare overheden erkende of gesubsidieerde diensten kunnen eveneens in aanmerking genomen worden door de Minister;

2° de in 1° bedoelde effectieve dienstverleningen met onvolledige prestaties worden slechts gevaloriseerd naar rato van de evenredige duur van een voltijdse baan waarmee deze diensten gelijkstaan wanneer ze worden verleend;

3° de in aanmerking komende dienstverleningen die betrekking hebben op maandgedeelten worden aan het einde van het jaar opgeteld. De maandgedeelten die periodes van dertig dagen totaliseren, worden in de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd naar rato van één maand per periode van dertig dagen;

4° de anciënniteiten worden in aanmerking genomen op basis van voor echt verklaarde documenten waarin de volgende gegevens voorkomen : de naam en de geboortedatum van de werknemer, de naam van de werkgevers, het doel van de dienst en de aard van de baan, het statuut, het aantal gepresteerde uren en de uurregeling.

Het centrum verschaft de documenten uiterlijk binnen de maand na de indienstneming van de persoon.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde effectieve diensten zijn degene die als zodanig worden beschouwd voor de ambtenaren van het Gewest.

De Minister beslist na advies van het begeleidingscomité of de in het eerste lid, 1°, bedoelde diensten in het geval van de betrokkene als nuttige beroepservaring kunnen worden beschouwd.

Wanneer een overheid het in artikel 13, derde lid, 1°, van het decreet bedoelde personeel ter beschikking stelt van het Centrum, moet het bewijsstuk ter verantwoording van de toelagen uit de volgende documenten bestaan : de aangifte van schuldvordering die uitgaat van de betrokken overheid, een afschrift van het loonstrookje van het betrokken personeelslid en een afschrift van de tussen de overheid en het Centrum gesloten overeenkomst van terbeschikkingstelling.

Art. 14. Met uitzondering van de in artikel 13, derde lid, van het decreet bedoelde toelagen worden de toelagen om de drie maanden vooruitbetaald.

Art. 15. De centra bezorgen het bestuur :

1° vóór 30 november, het activiteitenprogramma voor het volgende kalenderjaar;

2° vóór 31 maart, het activiteitenverslag voor het afgelopen jaar en hun op 31 december afgesloten boekhouding en balans, alsook een afschrift van de bewijsstukken voor het gebruik van de verleende toelagen.

Indien voormelde stukken niet op de vastgestelde datum worden toegezonden, kan de driemaandelijke betaling van de toelagen geschorst worden.

Art. 16. De centra moeten alle boekingsstukken waarin hun opbrengsten en uitgaven voorkomen minstens vijf jaar bewaren.

HOOFDSTUK III. — *Het begeleidingscomité*

Art. 17. Het begeleidingscomité bestaat uit :

1° vier vertegenwoordigers van de Regering;

2° twee vertegenwoordigers van het bestuur.

Art. 18. De Regering wijst de voorzitter van het comité aan. Bij afwezigheid van de voorzitter wordt het voorzitterschap waargenomen door een plaatsvervanger die hij zelf heeft aangewezen.

Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door een ambtenaar van het bestuur die door de Regering wordt aangewezen.

Art. 19. Het comité komt bijeen telkens als het nodig is en, in ieder geval, ten minste twee maal per jaar. De voorzitter stelt de agenda vast en roept de leden op.

Het bestuur verschaft het comité het activiteitenverslag van elk centrum, alsook alle nuttige inlichtingen voor de uitvoering van zijn opdrachten.

Het comité organiseert zijn werkzaamheden op basis van een door de Minister goedgekeurd huishoudelijk reglement. De Regering of de Minister kunnen het comité echter elk ogenblik om advies verzoeken. Dit advies krijgt dan voorrang en wordt binnen de vastgestelde termijn behandeld.

Art. 20. Het comité houdt zitting op geldige wijze wanneer vier van zijn leden aanwezig zijn.

Als het quorum niet bereikt is, wordt binnen veertien dagen een nieuwe vergadering belegd. Het comité houdt dan in ieder geval zitting op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 21. Het Comité werkt op consensuele wijze. Als de consensus niet haalbaar is, vindt een stemming bij handopsteken plaats.

In geval van stemming kunnen ten minste twee leden vragen dat hun minderheidsadvies bij het besluit wordt gevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 22. Voor 1997 en 1998 kan de Minister in de respectievelijke werkingsferen van de in artikel 5, eerste lid, van het decreet bedoelde centra toelagen blijven verlenen aan een vereniging of een overheid die er de in artikel 6 van het decreet bedoelde opdrachten geheel of gedeeltelijk uitvoert in de plaats van een niet erkend centrum.

Art. 23. De Minister van Sociale Actie behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 maart 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage 1

De in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst bedoelde prioritaire actiezones zijn :

Zone 9 : Charleroi : — Couillet "Village";
— Montignies-sur-Sambre "Roctiau";
— Charleroi Noord.

- Zone 10 : Charleroi : — Marchienne-au-Pont "Quartier la Docherie" en Marchienne-au-Pont (Etat);
— Dampremy;
— Morceau-sur-Sambre.
- Zone 12 : Luik : — "Quartier de Droixhe";
— "Quartier des Venues".
- Zone 13 : Luik : Wijken "Glain", "Sainte-Marguerite", "Burenville".
- Zone 14 : Luik : Wijken "Sainte-Walburge" en "Saint-Léonard".
- Zone 17 : Châtelet, Farciennes, Fleurus.
- Zone 18 : Colfontaine, Quaregnon, Boussu.
- Zone 19 : Courcelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Morlanwelz.
- Zone 24 : Herstal
Wezet : "Cité des mineurs" in Cheratte.
- Zone 27 : La Louvière : — "Cité Bois du Luc";
— "Cité Jardin" in Saint-Vaast;
— Maurage.
- Zone 33 : Manage : — "Cité Scailmont"
— "Cité Parc de Bellecourt"
— "Cité de la Briqueterie"
— "Cité du Château d'eau".
- Zone 36 : Bergen : — "Cité du Coq"
— Ghlin
— Cuesmes : "Quartier des Tours".
- Zone 37 : Namen : Wijk "Balances" - Wijk "Plomcot".
- Zone 39 : Sambreville.
- Zone 40 : Seraing
Flémalle.
- Zone 43 : TUBEKE : — Wijk "Les Clos de la Bruyère"
— Clabecq : Quartier "Texas".
- Zone 44 : Verviers : Wijken "Hodimont", "Préjavais" en "Gérard-Champs".
- Zone 48 : Ars.
- Zone 49 : Sint-Nicolas (Luik).
- Zone 50 : Aiseau-Presles.
- Zone 51 : Fontaine-l'Évêque.
- Zone 52 : Senefte : — "Cité Jardin des Trieux"
— Familleureux : "Cité Pont à la Marche".
- Zone 53 : Andenne : — "Cité Gouverneur Falize"
— "Cité d'Atrive" in Seilles.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst.
Namen, 6 maart 1997.

Le Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage 2

Weddeschalen (spilindex 138,01) bedoeld in artikel 12
van het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996
betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

	SECRETARIS		VERANTWOORDELIJKE VOOR HET DAGELIJKS BEHEER	
	D3	C3	GEGRADUEERDE	A6
1	509.990	545.922	664.107	843.239
2	515.585	556.598	712.448	868.146
3	521.180	567.274	712.448	893.053
4	526.775	577.950	733.929	917.960
5	526.775	577.950	733.929	917.960
6	534.550	588.626	755.410	956.210
7	534.550	588.626	755.410	956.210
8	542.325	602.858	860.898	994.460
9	542.325	602.858	860.898	994.460

	SECRETARIS		VERANTWOORDELIJKE VOOR HET DAGELIJKS BEHEER	
10	550.100	631.321	882.804	1.032.710
11	550.100	631.321	897.407	1.032.710
12	557.875	659.784	919.314	1.070.960
13	557.875	659.784	919.314	1.070.960
14	565.650	684.691	941.220	1.109.210
15	565.650	684.691	941.220	1.109.210
16	576.305	709.598	963.126	1.147.460
17	576.305	709.598	1.038.585	1.147.460
18	586.960	734.505	1.060.491	1.185.710
19	586.960	734.505	1.060.491	1.185.710
20	597.615	759.412	1.082.397	1.223.960
21	597.615	759.412	1.082.397	1.223.960
22	608.270	784.319	1.104.304	1.262.210
23	608.270	784.319	1.104.304	1.262.210
24	618.925	809.226	1.126.210	1.300.460
25	618.925	809.226	1.126.210	1.300.460
26	629.580	834.133	1.148.117	1.300.460
27	629.580	834.133	1.148.117	1.300.460
28	646.329	859.040	1.170.023	1.300.460
29	646.329	859.040	1.170.023	1.300.460

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst.

Namen, 6 maart 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9296]

Ordre judiciaire

Par arrêtés ministériels du 4 avril 1997 :

— il est mis fin aux fonctions de commis-greffier au tribunal de première instance de Bruxelles, de M. Stabel, M., employé au greffe de ce tribunal;

— Mme Blavier, S., employée sous contrat, déléguée rédacteur au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles, est temporairement déléguée aux fonctions de commis-greffier à ce tribunal;

— Mlle Coppens, P., employée sous contrat au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles, est temporairement déléguée aux fonctions de commis-greffier à ce tribunal;

— Mme Stevens, L., rédacteur principal au greffe du tribunal du travail de Bruxelles, est temporairement déléguée aux fonctions de commis-greffier à ce tribunal;

— M. Baye, A., greffier au tribunal de commerce de Namur, est temporairement délégué aux fonctions de greffier en chef de ce tribunal;

— Mme Léonard, A., rédacteur principal au greffe des tribunaux de commerce de Dinant et de Marche-en-Famenne, est temporairement déléguée aux fonctions de commis-greffier à ces tribunaux.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9296]

Rechterlijke Orde

Bij ministeriële besluiten van 4 april 1997 :

— is een einde gesteld aan de functies van klerk-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij deze rechtbank te vervullen;

— is aan Mevr. Blavier, S., beambte op arbeidsovereenkomst, met opdracht tot opsteller bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij deze rechtbank te vervullen;

— is aan Mej. Coppens, P., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij deze rechtbank te vervullen;

— is aan Mevr. Stevens, L., eerste aanwezend opsteller bij de griffie van de arbeidsrechtbank te Brussel, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij deze rechtbank te vervullen;

— is aan de heer Baye, A., griffier bij de rechtbank van koophandel te Namur, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van hoofdgriffier van deze rechtbank te vervullen;

— is aan Mevr. Léonard, A., eerste aanwezend opsteller bij de griffie van de rechtbanken van koophandel te Dinant en te Marche-en-Famenne, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij deze rechtbanken te vervullen.